

Supplément du 3 Juillet 1948



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS : UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## Où va la Yougoslavie ?

**H**IER, deuxième personnage après Staline dans le monde stalinien ; aujourd'hui, un aventurier. Hier, la « première des démocraties populaires » ; aujourd'hui, un pays « qui abandonne le front unique des forces de paix » contre l'impérialisme américain, préparateur de guerre. Hier, l'enquête « au pays de Tito », Simone Téry se pâmant devant « les yeux de Tito », « le dos de Tito » ; aujourd'hui, les discours et articles fielleux contre les « pratiquants du double jeu ». Annulées sans plus, les caravanes de jeunes organisées pour cet été à destination de la Yougoslavie. Tout un alignement va s'opérer dans l'énorme machine stalinienne.

### ACCUSATIONS ET PROCÉDES D UKOMINFORM

Nous reviendrons plus loin sur les plus importantes accusations contenues dans la résolution du Kominform. Mais, à première vue, chacun a pu remarquer que ce « puissant moyen d'élever le niveau idéologique des militants communistes » (comme le dit la Fédération de la Seine du P. C. F. dans sa résolution) renfermait les accusations les plus contradictoires : trotskysme, boukharinisme, menchevisme, nationalisme, populisme, ultra-gauchisme, bureaucratisme, sectarisme ; le point 3 dénonce l'esprit de conciliation envers les koulaks et le point 6 une tentative de liquidation bureaucratique de ceux-ci, etc. Un tel amalgame rappelle les documents de Staline quand, une vingtaine d'années auparavant, il menait encore une certaine lutte « idéologique » dans le parti bolchevik, avant d'atteindre la toute-puissance où il pouvait obtenir tous les « aveux » possibles. Ce mélange d'accusations contradictoires est destiné à noyer les divergences réelles sous un amas d'affirmations « marxistes-léninistes », à semer la confusion la plus complète, à obstruer tout débat politique et à permettre à chacun — en Yougoslavie comme dans le monde — de trouver au moins une raison de critiquer et de condamner Tito.

Mais si le réquisitoire est destiné à épaissir le brouillard, le procédé de l'accusation est révélateur. Observons qu'il ne s'agit pas du cas personnel de Tito, mais du Comité central du parti communiste yougoslave. La réponse de celui-ci à l'acte d'accusation démontre que ce parti a été jugé et condamné par les directions des autres partis communistes, sur la base d'accusations unilatérales portées contre lui par la direction du parti russe, que ses demandes d'enquête n'ont pas été prises en considération, qu'elle devait se présenter à Bucarest seulement pour faire amende honorable. La condamnation ne vise pas des éléments jeunes ou récemment venus dans le camp stalinien. Tito lui-même est un vieux connaisseur de la machine bureaucratique et guépéoutiste du Kremlin ; il l'a servie pendant de longues années. La réponse même du Comité central du parti yougoslave révèle que, pendant les trois mois où la crise s'est développée dans les arcanes du Kominform, il a cherché un terrain de conciliation et d'accord. Cela n'a servi à rien. La résolution du Kominform a été adoptée par une assemblée réunie à cet effet. La machine bureaucratique se retourne contre un des siens avec la même brutalité que contre les oppositions de jadis. Les comités centraux ratifient la résolution « unanimement », les comités régionaux leur emboîtent le pas. La presse stalinienne, après avoir publié la résolution, dans laquelle on accuse les dirigeants yougoslaves de fouler aux pieds la démocratie dans leur parti, se garde de publier un mot de la

réponse de ce qui, hier encore, était un « parti frère », et triture les nouvelles d'agences et les commentaires de la presse bourgeoise pour accabler leurs héros de la veille. La « démocratie » à la Staline consiste aussi à faire voter à main levée, dans un meeting public, sur le « Manifeste communiste », sans confrontation des points de vue, tout un parti chez qui, moins d'un an auparavant, avait été établi le centre international des partis staliens.

Ces méthodes ne sont pas nouvelles de la part de l'appareil du stalinisme. On l'a vu condamner et frapper, avec cette obscurité voulue et cette unanimité de commande, d'abord notre tendance, l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky, luttant contre la dégénérescence de l'État soviétique et du parti bolchevik ; puis les oppositions de Zinoviev et de Boukharine qui, elles, espéraient éviter la liquidation au moyen de reniements politiques. On se souvient que, de capitulation en capitulation, elles ont abouti à « avouer » dans le procès de Moscou des crimes monstrueux qu'elles n'avaient jamais commis.

Cette bureaucratie qui considère comme infâme les faits tels que l'exclusion du parti et l'arrestation des deux membres du C. C. du P. C. de Yougoslavie et se permet de dénoncer le régime « honteux, purement despotique et terroriste » des dirigeants yougoslaves est celle qui a exterminé le C. C. de Lénine et qui possède le plus monstrueux record de despotisme et de terrorisme dans les rangs ouvriers à travers le monde entier. Cette bureaucratie ne peut tolérer la moindre brèche dans son appareil. Staline, Dimitrov, Togliatti, Gottwald, Thorez, etc., tenus les uns aux autres non par le moindre ciment idéologique mais par la force de la machine du Guépéou, se retournent aujourd'hui non seulement contre Tito et quelques autres membres de l'appareil mais, pour la première fois dans l'histoire du stalinisme, contre tout un parti, contre un de leurs plus forts partis ; et, pour la première fois, l'opération stalinienne est fort loin d'être assurée du succès.

### COMMENTAIRES...

Les commentaires n'ont pas manqué qui tous prétendent, plus ou moins, expliquer l'affaire.

En général, ils tournaient sur deux points contradictoires : Le « nationalisme » du P. C. yougoslave.

Son passage du côté de l'impérialisme américain.

Notons que ces commentaires tendancieux émanent aussi bien de la presse stalinienne que de la presse bourgeoise. Elles se font écho l'une à l'autre.

Mais, examinons de plus près ces « hypothèses » intéressées :

1. *Le nationalisme du P. C. yougoslave ?* Aucun fait précis n'est reproché à cet égard par le verdict des huit. Au contraire, nous savons qu'un des principaux points de friction avec Moscou est le mot d'ordre progressif de la *Fédération Danubienne*, soutenu par Tito qui l'a repris de la tradition révolutionnaire des P. C. balkaniques d'avant la bureaucratization.

Staline, avec cet humour bien particulier qui le caractérise, renvoie contre les dirigeants yougoslaves la critique de sa fameuse théorie du socialisme dans un seul pays. Et pour combattre ce nationalisme il utilise le chauvinisme des « communistes » italiens de Trieste. La ligne stalinienne officielle n'est-elle pas, en outre, la théorie supernationaliste de « l'indépendance nationale » ?

## GRAND MEETING

le 8 Juillet à 20 h. 30

SALLE WAGRAM 39, av. Wagram  
(Métro Ternes)

TITO  
EST-IL  
TROTSKYSTE ?

2. Le P. C. yougoslave est pour l'entente avec les U.S.A. ? Yougoslavie, comme pour toutes les fameuses « démocraties populaires » est la réintégration dans le monde impérialiste dominé par les U. S. A.

Mais, pour l'immédiat cette accusation est une calomnie. Le P. C. yougoslave représentait, au contraire, la tendance « dure » au sein du Kominform, la plus opposée au compromis avec les U. S. A. ; cette attitude est certainement l'un des aspects de son conflit avec le Kremlin.

Les Aragon, et autres vaets de plume, qui, hier, encensaient Tito, le traitant, du jour au lendemain, de vendu à l'Amérique parce que les U. S. A. débloquent des capitaux yougoslaves ; mais les pourparlers en vue de ce déblocage durent depuis 15 mois, et depuis septembre 1947, Tito était le porte-parole officiel du Kominform.

Ni le nationalisme, idéologie officielle de tous les partis communistes stalinien, ni l'attrance du dollar n'expliquent donc la rupture massive de tout un parti communiste avec Moscou.

## ...ET CAUSES REELLES

La crise découle directement de la nature purement bureaucratique et policière des liens qui unissent les différents partis communistes. Pour la première fois, Staline a été pris à son propre jeu : au lieu de liquider en douce la direction du P. C. yougoslave, ce sont ses propres agents, ses « spécialistes civils » qui ont été éliminés. Appuyé sur un appareil d'Etat, Tito a refusé de se prosterner devant le « chef génial » et lui a même répliqué vertement. Du coup, le Kominform s'est vu obligé de rendre le conflit public, de peur que le congrès du P. C. yougoslave, qui s'ouvre en juillet, ne fasse une plus grande sensation.

Dans les autres pays de « démocratie populaire » l'inféodation complète de la direction des P. C. a pu être réalisée d'autant plus facilement que ces partis avaient moins d'appuis dans les larges masses. En Roumanie, en Allemagne orientale, les dirigeants de la période d'andestine ont été destitués récemment par Moscou et remplacés par des émigrés ayant vécu longtemps en Russie, et complètement assimilés à la bureaucratie privilégiée de l'U. R. S. S. En Bulgarie, Dimitroff a évité de justesse la disgrâce en rétractant immédiatement ses récents appels à la Fédération Danubienne.

Mais le P. C. et le gouvernement yougoslaves, s'ils sont, eux aussi, profondément marqués des stigmates bureaucratiques, étaient moins bien tenus en main par l'appareil du Kremlin.

On ne peut comprendre pourquoi la crise du stalinisme a commencé en Yougoslavie si on perd de vue que c'est le seul pays du « glacis » russe où le gouvernement, soit issu directement de la poussée révolutionnaire des ouvriers et des paysans. Partout ailleurs le gouvernement stalinien a été installé par l'armée rouge ou par des opérations policières et se maintient par les mêmes moyens. Dans ces conditions on comprend que le gouvernement yougoslave soit, d'une part moins servi par rapport aux exigences des bureaucrates de Moscou, d'autre part, plus sensible aux pressions de sa base populaire.

Or, par sa nature même, le système stalinien, dont toute la puissance est celle de l'appareil, ne peut permettre la moindre fissure dans celui-ci. L'extrême instabilité de son personnel est l'expression la plus immédiate de l'acuité des contradictions sociales qu'il cherche à comprimer. En plus, l'appareil stalinien ne peut se relier effectivement à celui des partis « frères » sur une base idéologique extrêmement précaire que Staline, le premier, ne prend pas au sérieux. La seule « garantie » que le Kremlin reconnaît, c'est celle de la dépendance matérielle totale. Les seuls éléments dirigeants avec lesquels Staline peut agir, ce sont les éléments qui lui doivent tout et qu'il peut éliminer par un simple trait de plume. La rigidité extrême de ce parti système s'est avérée incompatible avec la volonté d'indépendance, toute relative, du P. C. yougoslave. L'avenir nous montrera si d'autres P.C., ayant également une force de par leurs propres racines dans la classe ouvrière, pourront éviter un conflit du même genre.

C'est là la véritable signification de la « crise Tito » : elle est une crise du système, du principe même, du « glacis stalinien », rongée par cette contradiction fondamentale : dans la mesure où les P. C. doivent saisir le pouvoir par leurs forces propres, ils regagnent un degré d'indépendance face à la bureaucratie soviétique qui est intolérable pour celle-ci.

## TIR DE BARRAGE.

Pour couper court aux questions que se posent les ouvriers membres du P. C. F. Duclos et Fajon ouvrent le feu :

« Il est évident, écrit Duclos, que si on se dresse contre l'Union Soviétique... on devient, par la force des choses, un instrument aux mains des dirigeants impérialistes. »

Pour Duclos et consorts, n'en doutons pas : il a fait sa carrière politique comme instrument de Staline et ne peut être autre chose qu'un instrument. Mais, pour les travailleurs révolutionnaires de France, de Yougoslavie et du monde entier, il existe une autre voie que l'acceptation de la barbarie du capitalisme exploiteur ou que la soumission à la bureaucratie russe contre-révolutionnaire. Il y a la lutte pour la révolution internationale qui, en détruisant le capitalisme,

liquiderait du même coup la monstrueuse excroissance bureaucratique qui étouffe un peu plus chaque jour les conquêtes de la Révolution d'Octobre. Cette éventualité ne peut séduire Duclos, qui y perdrait au moins sa place. Mais elle sera la réponse de l'Histoire à ses faussificateurs.

## CHATEAU DE CARTES.

La crise nous révèle qu'il n'existe pas dans ces pays une bourgeoisie de l'expansion progressive du régime existant en Russie et de sa stabilité. Théorie de la « révolution directoriale » de Burnham et théorie de la « démocratie nouvelle » des chefs stalinien, ne peuvent nous expliquer pourquoi le pays donné par tous comme le type achevé de ce « régime nouveau » se trouve en opposition avec la bureaucratie de Moscou qui lui reproche aujourd'hui d'être ce que tous les partis communistes du monde proposent aux ouvriers comme le modèle à imiter : une « démocratie nouvelle » avec sa réforme agraire bâtarde, avec une économie à structure capitaliste, avec son repliement sur l'indépendance nationale, etc...

La crise nous révèle qu'il n'existe pas dans ces pays une nouvelle forme de société viable, mais le produit instable d'une poussée révolutionnaire décapitée par le stalinisme. Son avenir se résume au dilemme : retour dans le circuit impérialiste ou marche en avant vers la dictature du prolétariat et lutte pour la révolution mondiale.

## OU VA LA YOUGOSLAVIE ? OU VA LE P. C. YOUGOSLAVE ?

Ce sont les questions essentielles que se posent les très nombreux ouvriers communistes qui n'acceptent plus pour argent comptant les variations de l'Humanité, de l'Unità ou du Daily Worker.

Les communistes yougoslaves se sont heurtés au stalinisme, non pas à son idéologie, dont ils n'ont pas encore réussi à se dégager, mais à son système de domination des mouvements ouvriers au profit des intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Dans la brèche, ainsi ouverte, que peut-il passer ?

Déjà Wall Street fait tinter ses dollars ; et le Kremlin ne manquera pas d'utiliser ses nombreux moyens de pression économique et politique, car il ne peut perdre un pays. Sur le plan du conflit U.R.S.S. - U.S.A., est-il besoin de dire que la Yougoslavie n'a pas plus de perspective réelle, que les organisations et les militants qui se paient sur le plan du « camp américain » et du « camp russe » n'offrent aux travailleurs qu'une perspective de défaites.

La Yougoslavie d'aujourd'hui, et même la Fédération balkanique n'auront leur indépendance et une vie économique, politique et culturelle assurées que dans une Europe socialiste, dans un monde socialiste. Dans la brèche qui vient de s'ouvrir les dollars peuvent l'emporter, à plus ou moins longue échéance, si ne s'y introduit pas avec force le programme de la révolution socialiste mondiale et si les communistes yougoslaves ne saisissent pas l'occasion qui leur est offerte de propager ce programme dans le monde.

Le Kominform reproche aux Yougoslaves de reprendre l'accusation trotskyste de « dégénérescence de l'U.R.S.S. et du parti russe ».

Que Moscou utilise le mouchardage, la calomnie et la faussification dans ses méthodes politiques, voilà une constatation qui, du jour au lendemain, est reconnue par des milliers de communistes yougoslaves. Que l'U.R.S.S. a dégénéré profondément, que le P. C. russe a perdu le droit de se considérer comme dirigeant du prolétariat mondial, voilà une conclusion qui circule dans le P. C. yougoslave et qui franchira les frontières. C'est, effectivement, le point capital pour comprendre la crise du mouvement ouvrier et pour lui donner une solution. La crise yougoslave, dans des conditions très particulières, est un des aspects de la contradiction entre les aspirations révolutionnaires des masses et le rôle contre-révolutionnaire de la direction stalinienne. La solution de cette contradiction ne se trouve pas dans tel ou tel pays spécial, mais dans la lutte de l'avant-garde marxiste pour créer une nouvelle direction ouvrière. Les communistes yougoslaves sont brutalement confrontés avec ce problème et peuvent grandement contribuer à sa résolution. Mais ils peuvent et doivent être aidés par ce qui, dans le monde, est resté fidèle à la cause de la révolution mondiale. La IV<sup>e</sup> internationale et ses sections ne ménageront pas leurs efforts sur ce plan. Mais c'est aux militants révolutionnaires, nombreux dans les partis communistes qui aspirent à forger une direction nouvelle du mouvement ouvrier qu'échoit une très lourde responsabilité. Vont-ils rester une fois de plus indifférents à l'évidence des faits que révèlent les nombreuses crises qui se produisent dans leurs organisations ? Pour remporter la victoire dans les batailles qu'ils mènent dans leurs usines, ils ont à surmonter la même obstacle que les communistes yougoslaves pour répondre aux aspirations des ouvriers et des paysans de leur pays. C'est en commun qu'ils pourront vaincre cet obstacle. Nous leur faisons appel pour mener en commun cette lutte pour recréer le parti mondial de la révolution prolétarienne.

Pour l'union des travailleurs sous le drapeau rouge de la Révolution d'Octobre !

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et du monde !  
Avec la IV<sup>e</sup> Internationale ! En avant !